



**HAL**  
open science

# Qu'apporte la théorie évolutionniste à la compréhension de la transition en Russie? Une application: temps incertitude et institutions

Julien Vercueil

## ► To cite this version:

Julien Vercueil. Qu'apporte la théorie évolutionniste à la compréhension de la transition en Russie?  
Une application: temps incertitude et institutions. 1998. halshs-01418945

**HAL Id: halshs-01418945**

**<https://shs.hal.science/halshs-01418945>**

Preprint submitted on 17 Dec 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Qu'apporte la théorie évolutionniste à la compréhension de la transition en Russie?**

### ***Une application : temps, incertitude et institutions***

"Bankruptcies and unemployment will not be the major problem. The major problem will be whether policies will be tight enough to accelerate adjustment of the economy".

B. G. Fedorov, 1995.

"It is not the economic efficiency or inefficiency of state intervention in the abstract that is at issue. It is simply the ability of the state's administrative machine to carry out whatever task the government assign to it".

P. Hanson, 1997.

Lors du lancement du plan Gaïdar en Russie, en 1992, l'idée dominante était que les réformes économiques devant assurer la transition vers l'économie de marché seraient rapides. L'expérience de la Pologne, qui connaissait ce que l'on appelait alors une "thérapie de choc", devait servir d'exemple aux réformateurs russes. Les méthodes déployées reposaient sur un couple libéralisation/stabilisation devenu depuis traditionnel dans les pays d'Europe Centrale et Orientale. L'horizon de réforme ne dépassait pas deux à trois ans (voir par exemple les 500 jours du plan Chataline).

Qu'en est-il six ans après? Début 1998, la transition est, en Russie, largement inachevée, même si certains réformateurs occidentaux proclament le contraire (Aslund [1995a]) : après une chute brutale et prolongée, la production tarde à se redresser, et même si le taux d'inflation apparent s'est progressivement réduit, les désordres monétaires et budgétaires sont encore le trait marquant de la situation économique en Russie. Aucune restructuration d'ampleur de la production industrielle n'a été encore enregistrée. Le seul changement majeur que l'on perçoit sur l'ensemble du territoire est la combinaison d'une dépression sans précédent et d'une explosion des inégalités de revenus et de niveaux de vie au sein de la population.

Plusieurs attitudes sont possibles face à ce constat : la première, qui consiste à nier sa réalité et n'envisager que les résultats considérés comme positifs de la transition, est heureusement exclue par la quasi-totalité des observateurs. La deuxième, plus largement répandue, consiste à attribuer la faiblesse des résultats obtenus à l'incapacité des autorités à soutenir l'agenda initial des réformes, enlisant ainsi la Russie dans la dépression (voir par exemple Aslund [1995a], Fedorov [1995], OCDE [1995], Sachs [1995], Vasiliev [1995], Aslund *et alii* [1996], Selowsky et Martin [1997]). Cette interprétation présente des arguments solides, mais omet d'envisager une troisième possibilité : celle, de plus en plus répandue parmi les chercheurs occidentaux comme russes, que l'agenda lui-même était au départ voué à l'échec, du fait de la spécificité de la situation initiale du pays; qu'en conséquence, c'est l'ensemble de la vision standard de la réforme qui doit être remise en question; qu'il faut lui opposer une autre approche, qui permette une meilleure compréhension du processus de transformation institutionnelle à l'œuvre en Russie. Cette troisième voie propose en définitive un renouvellement de la "théorie de la transition", fondement indispensable pour en transformer la pratique.

Nous nous attacherons ici à envisager, parmi les multiples courants qui parcourent la théorie économique contemporaine, les possibilités d'un corpus en plein essor : l'économie évolutionniste. Ce courant, très divers, trouve une source commune dans l'insatisfaction théorique que ses auteurs ressentent face au traitement par la théorie standard du changement en économie. Il ne s'agit pas de proposer une étude détaillée des travaux évolutionnistes. Ils sont trop nombreux et variés pour être résumés de façon satisfaisante dans un tel cadre. Nous nous attacherons simplement à rappeler les fondements et quelques développements contemporains de l'évolutionnisme, autour de trois thèmes qui nous paraissent particulièrement intéressants pour l'étude de la transition : les questions du temps, de l'incertitude et du rôle des institutions dans l'économie. Ces trois notions nous permettront d'envisager les apports possibles d'une vision évolutionniste de la transition en Russie, en liaison avec les difficultés rencontrées par les approches standard sur le sujet.

### ***I. Aspects de la théorie évolutionniste***

Ce qui frappe, dès l'abord des textes évolutionnistes, c'est la difficulté de caractériser les contours actuels d'un éventuel "paradigme évolutionniste", dont

l'existence reste à démontrer<sup>1</sup>. Plutôt qu'une démarche thématique, qui viendrait se heurter de front aux difficultés que la diversité des travaux soulève, nous adopterons ici une démarche historique, qui tentera de dégager les liens de filiation et d'inspiration qui permettent de relier les courants entre eux.

### Origines

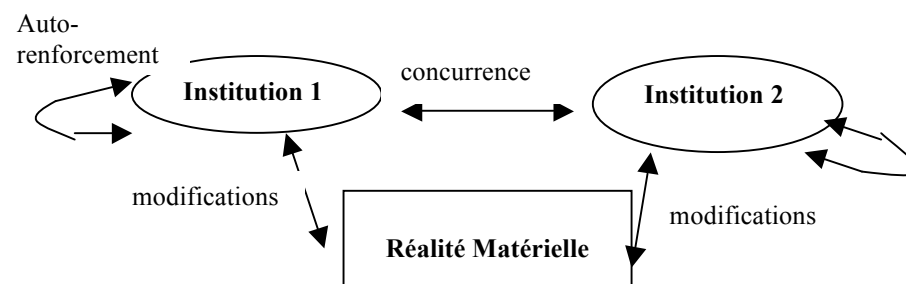
Sans procéder à une archéologie systématique des théories, on peut en première instance faire remonter l'évolutionnisme actuel à deux courants du début du siècle : l'institutionnalisme américain et les écoles autrichiennes.

**Institutionnalisme.** L'institutionnalisme américain regroupe des auteurs comme T. Veblen, J. Commons, C. Ayres, W. C. Mitchell, J. M. Clark, prolongés ultérieurement par J. T. Dunlop. Ce courant se développa principalement dans l'entre-deux-guerres, proposant une alternative théorique à la fois à la théorie néoclassique et au courant marxiste. La méthode institutionnaliste est inspirée par le pragmatisme philosophique de J. Dewey et W. James : les théories proposées, si elles ont une ambition clairement explicative (Vercueil [1997]), se veulent également opérationnelles et réalistes; en contrepartie, leur validité ne peut être que provisoire et relative à un groupe de situations déterminé. En cela, elles s'opposent aux théories du paradigme néoclassique, qui se veulent absolues, quitte à sacrifier leur correspondance avec la réalité (Ventelou [1997]). Un deuxième versant du pragmatisme institutionnalisme consiste en un renouvellement de la théorie des comportements sociaux : les influences qui doivent être reconnues par la théorie ne sont pas simplement matérielles, ou exprimables en termes de prix; elles sont aussi culturelles, ce qui implique que le modèle de la rationalité optimisatrice ne peut servir de cadre d'analyse exclusif de l'action individuelle (Veblen [1899]).

Dans ce contexte, on comprend qu'un rôle central soit attribué aux institutions dans la coordination économique : l'institution est une "action collective contrôlant, libérant et permettant l'expression de l'action individuelle" pour Commons ([1934], p.69), une "habitude de pensées prédominante" pour Veblen ([1899], p. 125). A l'état de coutumes ou sous des formes réifiées, les institutions ont pour attribution de stabiliser les comportements, de permettre une

<sup>1</sup> Ceci malgré les tentatives récentes de J.L Le Moigne pour en démontrer la cohérence (Le Moigne [1997]). Cette cohérence n'est en l'espèce rendue possible que par le rétrécissement considérable du champ et des références de l'évolutionnisme (*cf. infra*, "synthèse", pour une discussion plus détaillée).

convergence des attentes des agents et de faciliter la production et la circulation des informations et des richesses. Elles jouent également un rôle actif dans le processus d'évolution économique. T. Veblen met en évidence les mécanismes par lesquels s'opère le changement économique et institutionnel : les institutions sont douées d'une inertie propre, en ce sens qu'elles génèrent les mécanismes de leur propre reproduction. Mais il arrive qu'elles entrent en conflit ou en concurrence les unes avec les autres. Dans ce cas peut s'opérer la sélection d'une institution plutôt que l'autre, par le biais de la modification d'un nombre suffisant de ses caractéristiques. L'autre vecteur de changement institutionnel est la "réalité matérielle", c'est-à-dire l'ensemble des procédures techniques de production et d'échange qui caractérisent une économie. La réalité matérielle peut impulser des changements adaptatifs des institutions, tout comme celles-ci exercent leurs effets sur la réalité. Les interactions sont représentées par le schéma ci-dessous :



Il faut remarquer que le mouvement simplifié ci-dessus est en réalité relativement complexe : premièrement, les institutions subissent, par leurs confrontations réciproques et par leurs interactions avec la réalité matérielle, des pressions continues au changement. Mais elles ont également une tendance considérable à l'inertie. En particulier, elles se modifient considérablement plus lentement que la réalité matérielle - ce qui explique leur rôle stabilisateur, mais à l'inverse peut induire des situations fort éloignées de l'optimum -. Deuxièmement, les institutions sont à la fois facteurs et objets de sélection. Elles contribuent à façonner les choix et les comportements sociaux des acteurs, mais sont exposées en permanence au test de leur adéquation au réel. Troisièmement, Veblen ne nous fournit pas de règle explicite indiquant pourquoi une institution devrait survivre

plutôt qu'une autre. Bien sûr, une institution dont l'efficacité, au regard de la réalité matérielle et en comparaison avec des institutions concurrentes, est objectivement supérieure, doit avoir de plus grandes chances de subsister qu'une autre. Mais Veblen rejette toute idée de "survival of the fittest" (que l'on traduira ici par "optimisation par sélection"), souvent associée à tort aux hypothèses évolutionnistes : comportements et institutions peuvent tout à fait survivre tout en présentant de graves lacunes au regard d'un hypothétique fonctionnement optimal.

Parallèlement au corpus institutionnaliste, se sont développées en Autriche deux familles de théories qui peuvent être sans difficulté majeure qualifiées de précurseurs de l'évolutionnisme contemporain. C'est l'"école autrichienne" libérale d'une part, dans la lignée de Von Mises et Hayek, et la théorie schumpeterienne d'autre part.

**Schumpeter.** Personne ne met en doute le caractère évolutionniste des travaux de Schumpeter. Son rejet radical de l'"équilibre" des théories néoclassiques est motivé par un argument central : les outils qu'ils développent sont inaptes à rendre compte du changement économique. Or la caractéristique même du capitalisme, selon Schumpeter, consiste en sa capacité à générer sans cesse de la nouveauté :

"Le problème généralement pris en considération est celui d'établir comment le capitalisme gère les structures existantes, alors que le problème qui importe est celui de découvrir comment il crée puis détruit ces structures" (Schumpeter [1942], p. 118)<sup>2</sup>.

Ce renouvellement s'opère par l'innovation<sup>3</sup>, "destruction créatrice" située au cœur du système capitaliste<sup>4</sup>. De la description par Schumpeter du processus d'évolution

---

<sup>2</sup> La même idée est martelée plusieurs fois dans le livre. Ainsi, p. 115 : "Le problème essentiel à saisir consiste en ce que, quand nous traitons du capitalisme, nous avons affaire à un processus d'évolution".

<sup>3</sup> Le terme d'"innovation" employé par Schumpeter revêt une signification très large, d'ailleurs relativement différente suivant ses écrits. Pour notre propos, il suffira d'en retenir le sens explicite dans "Business Cycles" : l'innovation est "tout ce qui est "faire les choses différemment" dans le cadre de la vie économique (Schumpeter [1939], p. 59).

du capitalisme, nous ne retiendrons que trois notions fondamentales pour notre propos :

1. L'incertitude. A tout moment, l'entrepreneur schumpeterien est plongé dans l'incertitude : ses choix sont guidés par l'"intuition" (Schumpeter [1942], p. 136). L'innovation elle-même crée naturellement de l'incertitude : "les possibilités technologiques peuvent être comparées à une mer dont la carte n'a pas été dressée" (ibid. p. 162). L'ensemble des possibles n'est pas connaissable. De même, ses effets ne sont pas prévisibles. Pour avoir négligé l'innovation, la théorie néoclassique sous-estime les effets de l'incertitude en économie. Or les effets de l'innovation sur les marchés sont incomparablement plus forts que ceux du mouvement des prix : comparer les deux, équivaut pour Schumpeter à comparer les effets d'une simple pesée sur une porte à celui d'un bombardement! L'activité économique est incertaine, même en l'absence d'innovation : Schumpeter prend l'exemple d'un marché supposé parfaitement concurrentiel, celui du blé. Partant d'une situation d'équilibre anticipé, où offre, demande et prix anticipés sont optimaux, Schumpeter montre que l'introduction d'un aléa extérieur peut venir perturber le processus d'équilibre, contestant la stabilité de l'équilibre : si les conditions climatiques sont défavorables, l'offre réelle sera inférieure à l'offre anticipée, ce qui fera monter les prix. Ceci induira un ajustement des producteurs qui s'adapteront en augmentant leurs emblavures pour bénéficier la saison suivante des meilleures conditions de marché. La récolte suivante fait alors apparaître un excédent de production, qui se répercute sur les prix puis sur les emblavures de la saison suivante, lesquelles deviennent alors trop faibles et feront à nouveau grimper les prix, etc. Selon, Schumpeter, ce mécanisme n'a aucune raison d'être convergent vers les prix et quantités d'équilibre (Schumpeter [1942], p. 143). En introduisant des délais entre la production et la commercialisation, Schumpeter introduit des éléments aléatoires. Supprimant également l'hypothèse d'information parfaite, il aboutit ainsi à un processus duquel toute logique équilibrante est absente. Pour que des mécanismes endogènes puissent rétablir une tendance vers l'équilibre, il faut doter les agents d'une capacité d'apprentissage :

---

<sup>4</sup> "Le processus de destruction créatrice constitue la donnée fondamentale du capitalisme"(Schumpeter [1942], p. 117). Ou encore : "l'innovation est le fait majeur de l'histoire économique de la société capitaliste" (Schumpeter [1939], p. 61).

"L'expérience acquise dans le traitement des affaires et la possibilité de profiter dans chaque période de marché des leçons données par les précédentes [...] tendent à rapprocher les résultats de ceux du schéma Walras-Edgeworth" (Schumpeter [1939], p. 27).

Les multiples aléas liés au passage du temps conduisent Schumpeter à reconnaître très tôt une notion très étudiée aujourd'hui : la *path dependency*. En effet, dans le processus d'évolution capitaliste,

"l'équilibre final dépendra en général du chemin par lequel il est atteint. Dans ce sens le résultat est indéterminé" (Schumpeter [1939], p. 26).

Ainsi, la prise au sérieux par Schumpeter des effets du temps en économie entraîne logiquement l'introduction d'indéterminations. Ces indéterminations sont caractéristiques de situations où l'incertitude prédomine. L'une des réponses à l'incertitude consiste en la création d'institutions.

2. Le rôle des institutions. Si Schumpeter fait parfois référence à des auteurs institutionnalistes (comme par exemple W. C. Mitchell pour son analyse statistique sur les cycles), il n'utilise pas le concept d'institution comme un outil d'investigation. Il place d'emblée son analyse dans le "cadre institutionnel du processus capitaliste" (Schumpeter [1942], p. 192) ou dans celui des "institutions du monde bourgeois" (ibid., p. 191), puis en décrit le fonctionnement. Ces institutions sont par exemple la propriété privée et la liberté de contracter. Mais ce qui l'intéresse avant tout, c'est d'envisager le capitalisme comme un processus et non pas comme un état de choses. En conséquence, les institutions n'ont de rôle pertinent qu'au travers de leur changement, qui explique en partie les mouvements du capitalisme<sup>5</sup>.

---

<sup>5</sup> Par exemple, le développement du capitalisme se nourrit et implique à la fois la disparition progressive de la forme traditionnelle de la propriété privée : l'émergence des dirigeants salariés, des actionnaires principaux et des petits actionnaires en lieu et place du petit entrepreneur indépendant entraîne une modification des comportements économiques, en particulier des réactions aux stimulants traditionnels de l'innovation (Schumpeter [1942], p. 192). De même, du fait des transformations sociales qu'il provoque le capitalisme mine progressivement ses propres moyens de défense face aux attaques incessantes dont

3. L'analyse historique. Institutionnaliser l'analyse économique constitue pour Schumpeter un moyen de la situer historiquement. La théorie de Schumpeter est indissociable d'une perspective historique qui décrit les changements institutionnels. Elle s'apparente en cela au projet de K. Marx, donc Schumpeter loue explicitement la méthode : avant K. Marx, les données économiques historiques

"ne prenaient éventuellement place dans la théorie qu'à titre d'illustration, sinon de confirmation des conclusions élaborées dans l'abstrait. Or, Marx a inséré les données historiques dans l'argumentation même dont il fait dériver ses conclusions" (Schumpeter [1942], p. 69).

Historique, institutionnalisée, intégrant l'incertitude comme une donnée fondamentale de la réalité, l'analyse schumpeterienne propose un cadre de référence typiquement évolutionniste qui peut être mobilisé pour comprendre les principaux caractères de la transition en Russie.

**L'école autrichienne de l'"ordre spontané"**. Le libéralisme autrichien contemporain s'inscrit dans une filiation ancienne, dont les principales figures ont été Von Mises et Hayek. Cette filiation s'organise autour du concept d'"ordre spontané", configuration sociale résultant d'un processus d'organisation propre aux activités humaines, mais non intentionnel. Contrairement à ce que le terme pourrait suggérer, cet ordre n'est nullement statique. Sa caractéristique essentielle est même précisément d'être perpétuellement en mouvement. Le problème d'équilibre que se pose l'agent selon Hayek est d'emblée dynamique : quelles actions successives seront susceptibles de s'intégrer dans un même plan, sachant que chacune d'elle fera naître des informations nouvelles qui sont susceptibles de remettre en cause le plan initial (Hayek [1948], pp. 36-37) ?

Les forces motrices de cet ordre spontané plongé dans le temps sont l'innovation, l'arbitrage marchand, l'accumulation et la production. Les forces organisantes sont les institutions légales et morales, et les arbitrages marchands

---

il est l'objet de la part d'intellectuels - procès en légitimité -, mais aussi des groupes de pressions qui obtiennent des lois l'affaiblissant (Schumpeter [1942], pp. 193, 198, 219).

(Fehl [1994]). Les propriétés de l'ordre spontané ne sont pas l'optimalité *in abstracto*. Elles relèvent de procédures constantes d'essais et d'erreurs, à l'échelle de l'agent autant qu'à celle du processus lui-même, ce qui n'implique nullement l'optimisation par sélection. Les institutions, cristallisées ou non dans des organisations, ne sont pas non plus le produit d'un projet délibéré : elles sont le résultat de l'action humaine, mais pas de l'intention humaine (Hayek [1967], p. 96-105, cité in Hinterberger [1994], p. 191). L'ordre institutionnel est en effet le produit de l'expérience accumulée au cours du temps, et transfère celle du passé vers le futur, sans qu'un individu ne puisse seul en prendre la pleine mesure. C'est pourquoi toute tentative d'un groupe d'individus réformateurs de se substituer à l'ordre spontané pour organiser la coordination économique est vouée à l'échec. C'est une présomption fatale ("fatal conceit") qui n'aboutira qu'à une dégradation de la qualité de la coordination. Une illustration en est donnée par l'inefficacité puis l'effondrement des économies de type soviétique (Dorn [1994], p. 441).

### *Développements récents*

**L'école autrichienne contemporaine** reste dans la lignée libérale Mises-Hayek. Ses travaux sur les notions de temps et d'incertitude sont d'un intérêt opératoire pour notre sujet. Le temps est envisagé au travers de la décision individuelle : ce qui est pris en compte est la période de planification d'un individu (Rizzo [1994], Strydom [1994]). Cette conception se réfère à Bergson, qui insiste sur la relation entre temps et apprentissage individuel : l'apprentissage provoque un retour sur les prévisions antérieures, qui doivent être en permanence révisées. Le flux incessant d'informations nouvelles provoquées par le passage du temps vient ainsi renouveler constamment le stock de connaissances emmagasinées dans la mémoire de l'acteur. La modélisation de la décision doit rendre compte de ce renouvellement : "l'expérience de la première situation doit toujours entrer comme un nouveau paramètre dans la deuxième situation" (Hahn [1952], cité in Rizzo [1994], p. 114). D'autre part, le temps peut agir comme un facteur objectif de changement<sup>6</sup>, au travers des aléas, des innovations, de l'usure, etc. Le traitement autrichien de l'incertitude découle de cette conception du temps.

Les traitements théoriques de la notion d'incertitude sont extrêmement nombreux et anciens. Au sein même de la tradition évolutionniste, plusieurs conceptions de l'incertitude ont cours, qu'il faudrait confronter systématiquement et éventuellement harmoniser pour prétendre proposer une vision cohérente du

contexte de l'action économique. Nous nous bornerons ici à évoquer une distinction très fréquemment proposée entre "incertitude structurelle" et "incertitude paramétrique" (Langlois [1994], p. 118). Cette distinction, déjà présente chez F. Knight [1921], est développée sous des formes très proches par Schackle [1961]. L'incertitude paramétrique ne concerne que les *paramètres* d'une structure de problème donnée, connue. Il est alors envisageable, par inférence statistique, de construire un système de probabilités qui permette d'utiliser des critères traditionnels de décision (par exemple, la maximisation de l'espérance subjective de gain). L'incertitude structurelle en revanche, porte sur la *forme* même de la situation. Les probabilités subjectives ne sont d'aucune utilité, puisqu'on ne peut faire l'inventaire des possibles. Schackle propose de remplacer la probabilisation par un système de "surprises potentielles", dans lequel on affecte un poids à certains événements possibles, sans que ces poids puissent être assimilés à des probabilités, du fait que leur somme est inférieure à 1. Dans une perspective purement autrichienne, il faudrait souligner le caractère subjectif de ces "poids" : l'important est de reconnaître le caractère individuel de l'interprétation par l'agent des informations qu'il reçoit. Contrairement aux modèles d'anticipations rationnelles, les informations circulant dans l'économie ne sont pas traitées de la même façon par tous les agents (Strydom [1994], p. 165). Ceci contribue à donner à l'incertitude ambiante son caractère structurel. On retrouve ici l'un des aspects importants de la théorie de l'entrepreneur de J. Schumpeter, qui donne de l'importance à l'intuition subjective de l'entrepreneur et à sa capacité à s'orienter dans une "mer non cartographiée".

Il est possible maintenant de caractériser ce qui fait la spécificité du marché pour la théorie autrichienne. La théorie standard l'envisage comme le lieu de compatibilité des plans optimaux de chaque agent, au moyen d'un vecteur d'information unique et parfait : le prix. L'école autrichienne envisage le marché comme une "institution sociale de dissémination de l'information" (Strydom [1994], p. 164), dans lequel toute optimalité est contingente. C'est peut-être ici que la contribution autrichienne à l'évolutionnisme contemporain est la plus féconde : elle stipule que *le marché n'est pas un lieu de réduction de l'incertitude, mais un lieu de traduction de cette incertitude en des termes interprétables par tous les acteurs; cette interprétation est un processus d'apprentissage qui seul, rend l'action rationnelle possible, sans en garantir la fin optimale.*

**Le nouveau darwinien : les apports de R. Nelson et S. Winter.** L'ouvrage majeur de Nelson et Winter [1982] se donne pour objectif la construction d'une "théorie évolutionniste des capacités et du comportement des entreprises opérant

---

<sup>6</sup> M. Rizzo parle du temps comme d'une "cause effective" de changement (Rizzo [1994], p. 115).

dans un environnement marchand" Nelson et Winter [1982], p. 3). La théorie repose sur quatre ensemble d'hypothèses fondamentales :

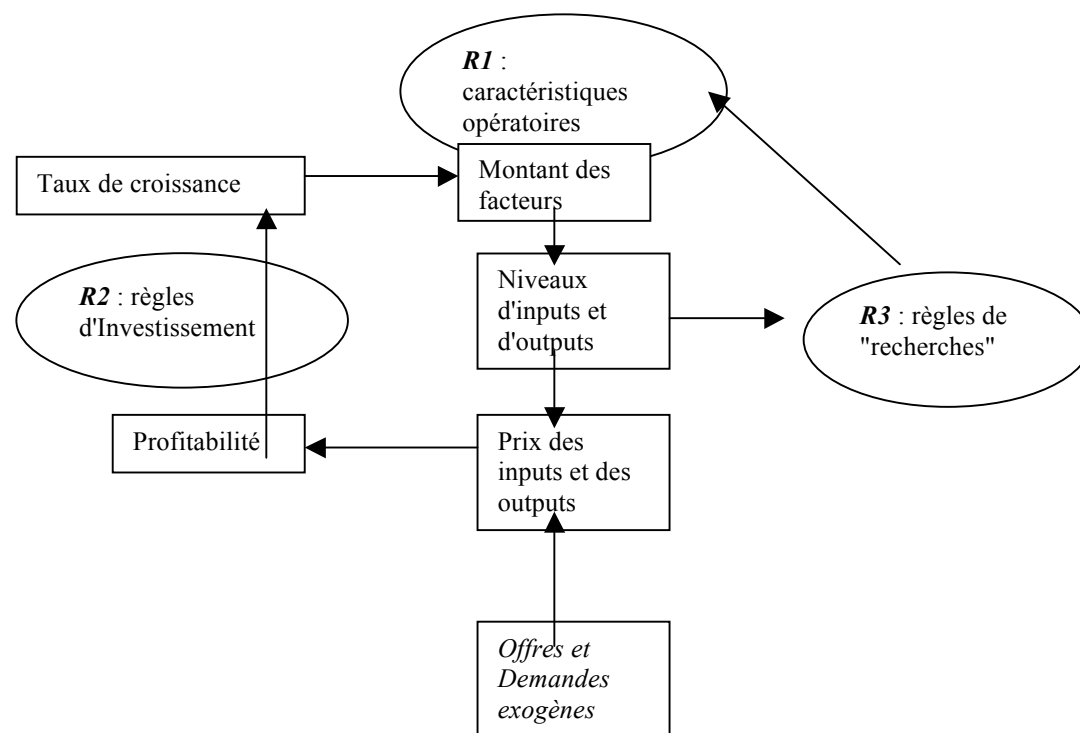
1. les règles de décision des entreprises sont assimilables à des techniques de production (ce qui est en opposition avec la modélisation standard du comportement de la firme, séparant le domaine de la rationalité individuelle de celui de la fonction de production).
2. Les "routines", définies comme des "formes de comportement régulières et prédictibles d'une firme [...] allant des procédures de production technique aux stratégies mercatiques des entreprises concernant les investissements à l'étranger" (Nelson et Winter [1982], p. 14), constituent une caractéristique centrale de l'activité de l'entreprise. En toute rigueur, on ne peut dire que le rôle d'une routine soit de déterminer le comportement de l'entreprise. Elle en est l'une des formes possibles, sert de référence quotidienne pour la prise de décision. "Dans notre théorie évolutionniste, les routines jouent le rôle que jouent les gènes dans la théorie évolutionniste biologique" (Nelson et Winter [1982], p. 14). Par cette présentation, Nelson et Winter ne souhaitent pas tant établir un impossible parallèle systématique entre leur théorie et l'évolutionnisme biologique qu'insister sur les routines comme cadres comportementaux dotés d'une grande stabilité, qui sont hérités de pratiques passées et bornent l'espace des actions possibles de balises repérables et utiles pour la décision<sup>7</sup>. Les routines sont de trois sortes : les "caractéristiques opératoires" (R1), qui gouvernent les décisions de court terme (gestion du stock existant d'actifs), les routines gouvernant la variation du stock de facteurs (R2), période par période, et les routines gouvernant le changement des "caractéristiques opératoires" elles-mêmes (influence qualitative du travail des analystes de marché, des ingénieurs de production, de la recherche et développement, etc) (R3). L'ensemble de ces routines évolue à la façon de "recherches" : l'entreprise évalue l'impact des changements de routines par un ensemble fluctuant de critères (dont, toujours mais non exclusivement, le profit anticipé) qui permettent de rechercher constamment des améliorations de routines. Leur changement, dans les termes des auteurs, jouent le rôle des

<sup>7</sup> On peut reprocher à Nelson et Winter le caractère relativement contradictoire des deux caractérisations des routines citées ici : la première définit la routine comme un type de comportement particulier, la deuxième comme un facteur influençant le comportement. La seule façon de lever l'ambiguïté est de renoncer à la parabole biologique des routines comme "gènes". Il faut plutôt, à mon sens, les envisager comme des micro-"institutions", dans le sens donné à ce mot par les institutionnalistes américains.

mutations biologiques dans le tissu des entreprises (Nelson et Winter [1982], p. 16-18).

3. Le niveau d'analyse peut être celui de l'entreprise ou celui d'une "industrie", d'un ensemble cohérent de branches. Le processus global d'évolution de l'industrie est de type markovien. En effet, l'état d'une industrie en  $t$  détermine uniquement la distribution de probabilités de celui en  $t+1$ . De plus, des événements stochastiques exogènes peuvent venir modifier le schéma initial de développement d'une entreprise.

On peut représenter la dynamique de cette théorie par le schéma suivant :



Les variables exogènes à court terme du modèle sont l'offre et la demande globale du secteur, ainsi que les routines. En deuxième analyse, on voit la possibilité d'intégrer les modifications des routines dans le schéma, par le biais notamment de

R3, affectée dans le moyen terme par les modifications des niveaux d'inputs et outputs de l'entreprise/l'industrie (Nelson et Winter [1982], p. 18-19).

L'approche de Nelson et Winter n'est que très partiellement comparable à celle de l'évolutionnisme autrichien : tandis que l'école autrichienne s'interroge à un niveau encore élevé de généralité sur les fondements de la coordination marchande, Nelson et Winter investissent le domaine de la gestion d'entreprise pour en proposer une modélisation éventuellement généralisable à des applications plus globales. Mais les deux approches, si différentes soient-elles, présentent un haut degré de complémentarité : toutes deux proposent une vision des déterminants de la décision économique (temps, incertitude, institutions) qui ne se réduit pas au paradigme standard, mais implique au contraire un élargissement considérable de son champ d'analyse. On pourrait multiplier les confrontations de travaux à saveur évolutionniste pour en dégager les oppositions et les convergences. Mais, comme on l'a dit en introduction, les courants à évoquer seraient trop nombreux pour demeurer dans le cadre de ce travail<sup>8</sup>. L'essentiel est jusqu'ici d'avoir montré deux choses :

1. L'économie évolutionniste contemporaine s'inscrit dans une tradition de recherches qui ont pour préoccupation commune de renouveler l'approche standard du changement en économie.
2. Les concepts utilisés comme leviers de ce renouvellement sont le temps, l'incertitude et les institutions.

Il faut maintenant montrer le caractère opératoire de notions ainsi renouvelées, et ce dans le cadre de l'analyse de la transition en Russie.

## **II. Une nouvelle grille d'analyse de la transition en Russie.**

La question fondamentale de la théorie de la transition est la suivante : comment conceptualiser le changement? Elle se situe donc au cœur même de toute théorie évolutionniste. Par opposition, la conception standard de la transition peut

---

<sup>8</sup> A titre d'illustration, on peut citer le courant néo-shumpeterien (ex : G. Dosi), l'économie des conventions (ex : O. Favereau et A. Orléan), certains aspects de la problématique régulationniste (R. Boyer, B. Chavance), l'économie de l'information (ex : J. Stiglitz), les courants de l'auto-organisation et de la systémique (ex : Arthur, Lesourne), les travaux néo-institutionnalistes (D. North, O. Williamson, R. Coase), ces trois derniers courants empruntant parfois au paradigme standard certains de ses matériaux.

être qualifiée de téléologique : déterminée par son aboutissement, la transition n'est qu'un passage *transitoire* entre deux situations supposées parfaitement connues, l'économie planifiée et l'économie de marché<sup>9</sup>. Cette conception de la transition comporte un double risque : d'une part, négliger la situation héritée du passé et l'inertie des structures et comportements qu'elle suppose; d'autre part, négliger le processus lui-même, du fait que par hypothèse la transition doit être la plus courte possible pour permettre d'atteindre au plus vite la situation d'"arrivée" : l'économie de marché. Toutes proportions gardées, on retrouve dans cette conception un mode d'analyse du temps hérité de la statique comparative en macro-économie : deux situations étant comparées, si l'une est préférable à l'autre alors il convient de transformer les conditions de la deuxième pour les calquer sur celles de la première. On suppose les deux situations comme stables par elles-mêmes, et la différence entre le point de départ, la mise en mouvement et le point d'arrivée comme tout à fait claire. En réalité, il s'agit d'une conception toute spatiale du temps. La transition n'est qu'un *transit* : partant d'un point A, parfaitement bien situé dans l'espace, il faut déterminer une trajectoire pour aboutir à un point B, également déterminé. Le problème revient alors à déterminer la trajectoire la moins coûteuse. Cependant, si l'on prend au sérieux les critiques évolutionnistes de cette conception, on est obligé de reconnaître que A et B n'ont pas nécessairement de coordonnées bien définies, et surtout que suivant la trajectoire choisie, les deux points n'auront pas nécessairement les mêmes positions... On voit alors que la stratégie qui consiste à fixer A et B peut être source d'erreurs; qu'il est nécessaire, plutôt que de définir de très vastes objectifs optimisateurs, d'adopter une optique d'amélioration continue des situations en termes de "satisfaction"<sup>10</sup>; que cette optique doit tenir compte en temps réel des réactions des agents aux réformes entreprises, ainsi que de l'héritage de la planification sur les comportements. De nombreux travaux convergent désormais vers cette approche de la transition comme processus (voir par exemple Aymard et

---

<sup>9</sup> Il ne faut pas cependant simplifier à l'excès les préconceptions des travaux du paradigme standard. On trouve dans certains travaux rédigés par l'OCDE, des mises en garde contre la tentation d'appliquer un modèle générique à tous les PECO et de négliger de ce fait la spécificité de chaque situation : "il n'existe pas de modèle unique de réforme applicable dans tous les pays" (OCDE [1992], p. 32). Ces travaux insistent d'ailleurs sur les délais nécessaires à l'accomplissement des réformes (ibid., pp. 32-33).

<sup>10</sup> Il existe d'autres voies d'approche, qui critiquent la méthode standard tout en prônant une perspective ouvertement téléologique. Pour un exemple stimulant et contradictoire, voire Gerke et Knell [1993].



Postel-Vinay [1991], Murrel [1992], Portes [1994], Chavance et Magnin [1995], Delorme [1995], Sapir [1995], Dewatripont et Roland [1996], Schlack [1996], Hanson [1997], Nuti [1997], etc.)

Cette opposition de perspective est parfois caractérisée du point de vue méthodologique par l'opposition entre écoles "constructiviste" et "poppérienne" (Ellman [1993]). La première insiste sur le résultat final, modèle de capitalisme clair à établir rapidement, nonobstant les difficultés transitoires qui peuvent survenir. La deuxième met l'accent sur l'ampleur des réformes à accomplir, qui nécessitent du temps par leur nature même. Une illustration de ce type d'approche peut être trouvée dans la notion d'"économies mutantes", économies dont la transition laisse en place des "résidus" de l'économie planifiée tandis que certains éléments de l'économie de marché ne sont pas encore constitués ou sont remplacés par des formes inédites (Schlack [1996] p. 618, Nuti [1997], pp. 725-726).

### *Institutions et durée de la transition*

La conception standard de la transition subordonnait tout problème de "sequencing" des réformes à une contrainte globale de durée : la transition doit être la plus courte possible. La critique évolutionniste consiste à montrer que cette vision évacue l'un des plus épineux problèmes de la transition : celui de l'héritage de la planification, et notamment de ses *institutions*, entendues au sens de Veblen comme au sens de Commons (cf. *supra*).

Les critiques reprennent à un niveau pratique l'argumentaire développé au niveau théorique sur la conception du temps dans le paradigme standard. Les politiques de réformes ont systématiquement sous-évalué les problèmes que pose à la transformation la préexistence d'institutions bien ancrées. L'une des principales sources d'erreurs est donc la méconnaissance, y compris par les réformateurs nationaux, de la spécificité des économies en transformation, (Ellman [1993], p. 28, Portes [1994], p. 1182). Cette spécificité étant pour l'essentiel le legs du passé, c'est à l'insuffisante prise en compte de l'héritage que la critique renvoie (Good [1994]). Le traitement de l'héritage institutionnel offre une multitude d'exemples des conséquences pratiques d'une vision partielle de la transformation.

Un premier exemple significatif est donné par la référence souvent faite aux comportements de recherche de rente (Aslund [1995a], Aslund et alii [1996], Sachs [1996]). Ces comportements, traités comme des conséquences d'une

transformation trop lente, sont en réalité un élément caractéristique de l'héritage soviétique<sup>11</sup>. Dès les années 1950, K. Polanyi relevait que la recherche de rente est consubstantielle de la planification centralisée :

"Le fait de vouloir réaliser [par le plan] un certain nombre d'objectifs concurrents fera que la poursuite de chacun d'eux gênera celle des autres de mille manières insoupçonnées et que l'allocation des ressources à ces tâches incompatibles entre elles devra finalement s'opérer par une foire d'empoigne entre les administrations concurrentes, leurs prétentions respectives ne pourront être tranchées par un choix rationnel et elles en seront réduites finalement à s'emparer, à toutes fins utiles, de toutes les ressources sur lesquelles elles pourront mettre la main" (Polanyi [1951], p. 176)

Le système de la planification laisse une trace persistante dans les comportements, particulièrement en Russie où l'économie soviétique s'est prolongée durant quatre générations. Une transition brutale laisse en place la plupart des institutions et des positions héritées tout en introduisant des incitations qui rendent leur existence plus contre-productive encore que par le passé. La progressivité des réformes peut trouver ainsi une raison dans la nécessité de modifier en profondeur les stratégies économiques individuelles et d'éviter de donner l'occasion à des agents habitués par leurs positions antérieures à mieux collecter et traiter l'information d'utiliser leur situation privilégiée pour tirer les premiers fruits d'une libéralisation trop rapide. La question gradualisme/radicalisme est ici transformée en celle des incitations que chaque situation institutionnelle provoque vis-à-vis des comportements hérités. Les comportements de recherche de rente ne doivent donc pas être interprétés comme le produit d'un processus transitionnel trop lent, mais comme la combinaison de ruptures profondes et impréparées avec la persistance d'institutions inadaptées au nouvel environnement.

Un deuxième exemple concerne la restructuration de l'appareil productif. Le marché valide les combinaisons productives sur la base de la comparaison de

---

<sup>11</sup> On peut à ce sujet regretter l'insuffisante précision de l'analyse de D. M. Nuti, pourtant opposé à une vision réductrice de l'héritage soviétique, qui assimile les comportements de recherche de rente à des éléments nouveaux indésirables en Russie (D. M. Nuti [1997], pp. 725-726).

leurs performances instantanées. Il ne fait pas de doute que, dans les premières périodes de la transition, les performances des entreprises de l'Est sont nettement inférieures à celles des entreprises occidentales. En revanche, rien ne permet d'assurer que, pour une partie significative d'entre elles, le potentiel de modernisation ne soit pas suffisant pour permettre un retour à moyen terme à des conditions de productions concurrentielles. De plus, il faut tenir compte des réseaux tissés sous la planification par les entreprises pour parer aux aléas de décisions ministérielles incohérentes. Ces réseaux ont pu, même si leur caractère informel les rapprochaient souvent étroitement de comportements clientélistes, voire de corruption, améliorer dans une certaine mesure l'efficacité macro-économique du système soviétique. Dans un contexte de libéralisation brutale, souvent synonyme à l'échelon local de décomposition accélérée des règles, ces réseaux ne peuvent plus jouer ce rôle. Soit ils se cristallisent face à l'évolution rapide de l'environnement et dégèrent en réseaux de contrôle de rente, relevant parfois de pratiques maffieuses (Sapir [1992], pp. 34-40). Soit la libéralisation brutale disloque les réseaux et condamne des entreprises qui auraient pu produire de façon rentable après modernisation. La rapidité de la transition a ainsi toutes les chances d'entraîner une contraction exagérée du volume de production. La destruction du "capital-information" (Atkeson et Kehoe [1993]) des secteurs déclinants n'est pas compensée par le développement des nouveaux secteurs. De plus, le changement de "structure d'incitations" (North [1991]) générée par la transformation institutionnelle a été asymétrique : demande et offre ont réagi différemment. L'offre, pour réagir au choc de la libéralisation des prix et de la commercialisation, aurait eu besoin d'infrastructures de marché stabilisées. Au contraire, les nouvelles conditions de concurrence et de paiement ont entraîné la rupture des relations verticales interentreprises traditionnelles, contribuant à la contraction de la production et retardant l'adaptation de l'offre. La forte demande initiale n'a donc pas rencontré d'offre correspondante, du fait de l'incohérence des changements institutionnels (Sapir [1994], p. 257, Bhaduri [1995], p. 3).

Négligeant l'inertie des institutions et de leur impact sur les comportements, les réformateurs ont estimé que la transformation institutionnelle pouvait s'initier par un durcissement de la contrainte monétaire pour l'ensemble des agents et un changement rapide de la structure de propriété sur les actifs productifs. L'hypothèse sous-jacente a été que les agents s'adaptent immédiatement aux nouvelles conditions en rationalisant leurs activités - absorption de l'excédent d'épargne des ménages, accroissement de la productivité horaire du travail, réduction des coûts de production, modernisation de l'appareil productif, modification des stratégies de développement des entreprises, etc. -.

Mais les comportements correspondant à ces incitations institutionnelles ont été tout autres. Les adaptations comportementales ont pris des formes diverses : développement des impayés, recours au troc, vente ou mise à bail du patrimoine de l'entreprise, détournement des investissements productifs vers la sphère financière spéculative, évasion fiscale, constitution de cartels, constitution ou renforcement des groupes de pression auprès des autorités, infractions directes à la législation, etc. (Kouvalin [1997]). L'explication standard de cet échec fait référence aux délais jugés excessifs de mise en place des réformes. S'il ne fait pas de doute que les hésitations et revirements, particulièrement nombreux en Russie, ont accentué l'incertitude, mis en cause la légitimité du pouvoir et favorisé le développement de comportements opportunistes, ces facteurs ne jouent qu'un rôle secondaire dans la crise. Le rôle principal est tenu par l'incohérence des changements institutionnels opérés. Cette incohérence se manifeste par l'accent mis sur des mesures à fort contenu symbolique - privatisation de masse, restrictions proclamées de la masse monétaire et du budget de l'État - mais à faible pouvoir structurant<sup>12</sup>, négligeant les mesures de long terme visant à stabiliser l'environnement de agents - mise en place d'un cadre juridique clair, cohérent et contraignant qui encadre les activités économiques marchandes, restructuration du secteur bancaire préalable à la libéralisation du financement de l'économie<sup>13</sup>, restructuration des entreprises d'État préalable à leur privatisation, etc. -. Ainsi, un an après le premier train de réformes de 1992 - considéré pourtant comme l'amorce d'une thérapie de choc -, les structures de base de l'économie russe ne sont pas modifiées : les positions de monopoles n'ont pas été remises en cause, aucun véritable marché des facteurs de production n'a été constitué. La fragilité du système financier est aggravée, la cohérence et la crédibilité des instances de contrôle des échanges marchands sont ébranlées (Aglietta et Moutot [1993]). Cette fragilité d'ensemble n'a pas disparu avec le temps, comme en témoignent les effets des nombreux revirements de la politique monétaire sur le système financier (Kouvalin [1997], Panfilov [1997], Rodionov [1997], Sapir [1997]) et la démonétisation d'une partie des échanges internes (Sapir [1997], Aukutsionek [1997], pp. 307-313). Il est significatif à cet égard que le recours au crédit bancaire, très minoritaire dans les entreprises russes, ait diminué entre 1992 et

<sup>12</sup> Les premiers effets de la libéralisation sont destabilisateurs, dans le sens où ils modifient différemment les comportements des agents : ceux-ci font face à des signaux nouveaux et ne les interprètent pas de façon homogène (cf. *Supra*, l'école autrichienne).

<sup>13</sup> L'importance de la restructuration bancaire avait pourtant été très tôt soulignée, notamment par J. Svejnar [1991].

1996 (Aukutsionek [1997], pp. 320-326). Ceci ne s'est pas fait au profit des marchés financiers, encore sous-développés, mais par des relations directes entre entreprises (délais de paiements, troc différé, participations d'entreprises industrielles dans le capital d'établissements financiers, etc.)

La priorité retenue par les travaux standards sur la transition a toujours été celle d'un contrôle strict du niveau d'inflation (voir par exemple Gaïdar [1993], Aslund [1995a]). Il en est résulté des politiques de privatisation-libéralisation rapide sous contrainte de stabilisation monétaire. Les travaux alternatifs ont insisté sur la préservation du stock de capital existant, considéré comme extrêmement vulnérable durant la transition (Leijonhufvud et Rühl [1997], pp. 344-345). Ils traduisaient, dans le cas russe, la volonté de tenir compte de l'héritage soviétique, tout en limitant les effets déstabilisants d'une modification brutale des structures d'incitations sur le comportement des agents par une transformation institutionnelle davantage orientée sur le long terme. Ces positions renvoient également à un traitement opposé de l'incertitude inhérente au processus de transition.

### *Incertitude et durée de la transition*

Le raisonnement général qui est tenu à propos du rôle de l'incertitude est unanime : la période de transition accroît considérablement l'incertitude des agents. Il en résulte une contraction mécanique de l'activité, laquelle est étroitement liée au degré de visibilité que les agents ont de leur situation future. Une réduction initiale du volume de production est donc inévitable dans les pays en transition, qui ne sera résorbée que lorsque l'incertitude aura retrouvé un niveau comparable à celui des économies de marché stabilisées.

Les divergences interviennent à propos de la durée de la transition. L'argument standard consiste à montrer que plus la transition est courte, plus rapidement l'incertitude sera réduite, et plus vite la croissance pourra être retrouvée (Aslund et alii [1996], p. 249). Mais cet argument repose sur une vision abstraite des marchés, qui néglige l'imperfection de l'information qui les caractérise (Stiglitz [1994], p. 5). Les marchés sont en réalité largement sous-spécifiés par rapport à leur modèle standard, de qui génère de l'incertitude et rend nécessaire la constitution de canevas institutionnels comme les coutumes, les lois, les priorités politiques et les organisations économiques qui contribuent à la fixation des prix tout en réduisant l'incertitude (Tool [1991], p. 20-24). De plus, la position standard révèle une définition incomplète de la transition, qui donne priorité aux volets "stabilisation monétaire" et "libéralisation-privatisation" du

processus. Ce faisant, cette conception néglige les effets "secondaires" - c'est-à-dire, ici, "institutionnels" - des politiques menées, comme l'affaiblissement budgétaire de l'État, qui se traduit, en situation de dépression généralisée, par une délégitimation accélérée. Celle-ci se nourrit, budgétairement, de la contraction simultanée des dépenses et des recettes fiscales, entretenues par les comportements d'éviction des agents. Politiquement, elle est alimentée par le comportement même de régulation de l'État qui, ne pouvant lui-même apprécier les conséquences de ses réformes - très peu appliquées - et cherchant par tous les moyens à conserver sur le plan politique une autorité dont il se dessaisit économiquement, devient lui-même imprévisible. On comprend qu'un tel rythme de réformes, plaqué sur l'héritage de la planification et de la *Perestroïka*, puisse être un facteur d'incertitude supplémentaire et approfondir la chute de la production au lieu de la limiter. La raison en est donnée sur un plan théorique par H. Simon. La fonction informationnelle des prix n'est valide que dans un contexte de stabilité : "des prix incertains produits par des changements imprévisibles réduisent la capacité des acteurs à répondre rationnellement" (Simon [1991], pp 38-42). Ainsi, une transition trop brutale ne laisse pas le temps aux agents de développer de nouvelles "routines", par un processus d'apprentissage des nouvelles règles, qui leur permettrait d'améliorer la qualité de leurs décisions. M. Dewatripont et G. Roland remarquent en conséquence que

"toute théorie de la transition doit intégrer [l'] ignorance relative dans la modélisation, de même que le processus d'apprentissage qui doit prendre place durant la transition" (Dewatripont et Roland [1996], p. 3)

Les auteurs d'inspiration évolutionniste ajoutent des arguments plus spécifiquement économiques. Ainsi, si la transition induit un changement dans le degré d'adversité de l'environnement économique des entreprises, il est communément supposé par la théorie standard que cette adversité conduira à une meilleure efficacité dans leur comportement. Selon cette acception, plus la transition dure, plus lente sera cette amélioration et plus problématiques seront ses autres aspects - croissance, inflation, chômage, inégalités<sup>14</sup>. Ce raisonnement repose sur l'existence d'une relation stable entre, d'une part, le degré d'adversité de l'environnement et, d'autre part, l'efficacité des réponses des entreprises. C'est une hypothèse que P. Murrell conteste :

<sup>14</sup> Pour une application de ce schéma causal au problème des insiders dans les entreprises privatisées, voir Blanchard [1996].

"Alors que des montants modérés d'adversité peuvent être salutaires, induisant des réactions productives, une adversité extrême fait apparaître des réponses très nettement dysfonctionnelles, qui relancent la crise au lieu de la réduire" (Murrell [1992], p. 42).

Cette observation rejoint de façon frappante celles de Nelson et Winter sur l'efficacité des routines des organisations : celles-ci se révèlent bien meilleures dans des tâches d'auto-conservation dans un environnement constant que dans des changements majeurs, et meilleures dans la conduite de changement du type accentuation des tendances existantes que de tout autre type (Nelson et Winter [1982], pp. 9-10). D'où les risques d'une démarche niant ces facteurs institutionnels, qui conduisent les agents à se replier sur des réseaux d'échanges locaux, plus ou moins hermétiques à la concurrence extérieure, ce qui accroît micro-économiquement leur survie à court terme, mais qui se traduit macro-économiquement par des ruptures d'approvisionnement en chaîne et des chutes brutales d'activité, eu égard au fort degré d'interdépendance interrégional hérité du passé soviétique.

L'illustration la plus emblématique des divergences d'appréciation concerne les privatisations. L'ensemble des travaux d'inspiration standard sur le sujet concluait à la nécessité d'une privatisation massive et rapide. C'est ce qui s'est produit : le programme de privatisation est, en Russie, le domaine des réformes qui est généralement considéré comme le plus abouti. Il est vrai qu'en deux ans à peine (1993-1994), la Russie est devenue le pays comptant au monde le plus grand nombre d'actionnaires. L'hypothèse sous-jacente à des réformes d'une telle ampleur étaient que le changement de structure de propriété induit par la privatisation, adjoint aux autres mesures de libéralisation des marchés, inciterait les entreprises à se comporter de façon plus efficiente. Le fondement théorique de cette hypothèse est le théorème de Coase, selon lequel si les droits de propriété sont clairement assignés, les agents ont une incitation décisive à produire des arrangements économiques efficaces. Stiglitz conteste sur le plan pratique la validité d'un tel théorème en proposant des exemples d'organisations efficaces où, pourtant, les droits de propriété sont peu clairs (Stiglitz [1994], pp. 8-13). La transition offre une série d'exemples symétriques, qui montrent que même avec une structure de propriété de type classique, l'efficacité n'est pas acquise. Ainsi, au sein même du paradigme standard, il n'y a pas d'unité d'opinion sur les résultats de la privatisation en Russie. Si A. Aslund considère que ce volet des réformes est le

plus réussi (Aslund [1995a], p. 223), si une étude empirique fait apparaître que plus de 50% des entreprises privatisées avaient en 1995 réorienté leur production (Barberis et alii [1996], pp. 788-790), l'OCDE en critique néanmoins les modalités sur plusieurs points, dont le lien propriété-comportement économique : les privatisations n'ont pas favorisé le processus de restructuration (OCDE [1995], pp. 76-77). Cette observation est confirmée par des enquêtes de terrain. Une entreprise privatisée peut très bien rester entièrement sous la dépendance de l'État et/ou n'avoir engagé aucune restructuration. Inversement, certaines entreprises d'État se comportent comme des entreprises privées (Aukutsionek [1997], pp. 289-290). En revanche, tous les travaux d'inspiration standard dénoncent les comportements d'insiders qui ont ponctué la fin des privatisations et ont contribué à retarder les restructurations (voir par exemple, OCDE [1995], Blanchard [1996]). Mais ces comportements sont traités comme des anomalies par rapport au processus engagé, alors qu'ils en sont la conséquence directe : face à des anticipations très sombres sur leurs perspectives de revenus et d'emploi compte tenu de la brutalité des changements en cours - l'accroissement excessif de l'adversité de l'environnement -, les agents - ici les membres du collectif de travailleurs - qui ont, par le jeu des règles de privatisation, droit de veto sur les modalités de la privatisation<sup>15</sup>, imposent le changement de structure de propriété le moins porteur de conséquences pour leur environnement immédiat. Ils s'adjugent ainsi le pouvoir de retarder indéfiniment les réorganisations nécessaires. Parallèlement à ces critiques, P. Murrell montre que l'accent mis sur les privatisations a conduit les réformateurs à négliger la tâche essentielle de construire un environnement favorable à la constitution d'un nouveau secteur privé, constitué d'entreprises nouvellement créées. Il constate même une corrélation négative entre la rapidité des privatisations et le développement de nouvelles entreprises. Or le risque de gaspillage de ressources est plus élevé dans le cas du soutien public aux entreprises privatisées que dans celui d'une incitation à la création d'entreprise, par le biais d'un environnement institutionnel favorable et stabilisé. L'auteur estime ainsi que les réformateurs ont un peu vite confondu privatisation et développement du secteur privé (Murrell [1992], p. 44-46).

Au delà de la restructuration des entreprises, leur capacité à faire face à des contraintes budgétaires dures dans ce contexte incertain doit être mise à l'épreuve à la faveur de la transition. La question est alors de savoir si la transition a véritablement durci la contrainte budgétaire des entreprises. A quel degré de discipline financière les entreprises russes sont-elles parvenues depuis le début des

---

<sup>15</sup> La privatisation est soumise à l'approbation des deux tiers du collectif de travail

réformes? Celles qui n'ont pu s'y tenir ont-elles été mises en faillites? Le problème, proche de celui des restructurations, le dépasse toutefois puisqu'il met en relation l'entreprise avec l'ensemble de ses partenaires : actionnaires, banquiers, fournisseurs, personnel, État. La position issue du paradigme standard décrit trois fonctions fondamentales à l'instauration d'une discipline financière effective (Burniaux [1995], pp. 120-125) : 1. Assurer l'efficacité économique globale en limitant le nombre d'entreprises dont les actifs devraient être affectés à des utilisations plus productives. 2. Assurer la mise en œuvre des droits de propriété, c'est-à-dire réduire l'incertitude qui pèse sur tout investissement lorsque la garantie de remboursement est sérieusement menacée. 3. Assurer l'optimalité du contrôle sur l'entreprise par l'intermédiaire des mécanismes de sanction pour mauvaise gestion que l'actionnariat permet. La réalité russe paraît bien éloignée de cette représentation : en 1995, très peu d'entreprises étaient concernées par des procédures de faillite. Deux institutions distinctes traitent du problème : l'Agence Fédérale pour les Faillites (AFF) dans le cas des entreprises d'État, les "tribunaux d'arbitrage" (tribunaux de commerce) pour les entreprises privées. Les critères de liquidité, de fonds de roulement et de solvabilité sur lesquels l'AFF doit s'appuyer pour juger de la viabilité d'une entreprise n'étaient pas appliqués (Burniaux [1995], pp. 142-151).

Ici encore, l'aveuglement standard aux déterminants effectifs de l'incertitude et aux caractères implicites des institutions conduit à simplifier la réalité russe et, en focalisant les réformes sur *les institutions explicites* - structure de propriété dans le cas des privatisations, faillites dans le cas du durcissement de la contrainte budgétaire, prix et taux de change dans le cas des réformes monétaires -, proposer des réformes qui, par leur ambition même, n'ont qu'une applicabilité très limitée.

### ***Incertain, durée et institutions : des critiques aux propositions***

Dans ce contexte, quels sont alors les vecteurs institutionnels par lesquels les réformateurs peuvent limiter la désagrégation brutale du potentiel productif de la Russie ? Les éléments de réponses théoriques apportés par le courant évolutionniste peuvent être retrouvés dans certaines propositions d'auteurs non-standard. Toutes insistent sur la nécessité de stabiliser le cadre institutionnel de la transition, ce qui ne peut se faire dans une logique de l'urgence. Une analyse comparative récente menée auprès d'entreprises en Allemagne, Grande-Bretagne et Italie permet de situer la nature du problème institutionnel de la transition en

Russie. Appliquée aux lois sur les contrats inter-entreprises, elle montre que lorsque des institutions reconnues sont présentes, elles allègent les asymétries de pouvoir entre les parties, promeuvent la stabilité des relations marchandes et réduisent l'incertitude et, partant, les coûts de transaction<sup>16</sup>. Les *forces institutionnelles, lorsqu'elles sont légitimes, ne contraignent pas tant les actions individuelles qu'elles les canalisent*, en ouvrant la possibilité pour un comportement coopératif qui ne serait pas possible autrement (Arrighetti *et alii* [1997]). On trouve ici très exactement la définition de Commons de l'institution (*cf supra*). Le problème posé à la transition en Russie est alors de savoir quelles mesures concrètes seront susceptibles d'élever la probabilité de constitution d'institutions appropriées.

Premièrement, il paraît nécessaire de réactiver les formes de coordination horizontales héritées du passé et qui, du fait de leur caractère non marchand, ont été négligées voire détruites par les réformes, mais qui assuraient la viabilité du système de coordination verticale imposé par la planification. Si la plupart des externalités positives émanant des anciennes grandes entreprises d'État - qui avaient tissé des liens de coopération inter-entreprises - ont été définitivement éliminées par la dureté des réformes (Murrell [1992], p. 43), il revient aux réformateurs de tenter de favoriser l'émergence nouvelle de ce type de réseaux, en privilégiant les réseaux inclusifs sur les réseaux exclusifs<sup>17</sup>, c'est-à-dire des formes de coopération qui bénéficient de l'apport de nouveaux membres et sont ainsi portées spontanément à l'élargissement<sup>18</sup>. Cependant, il est indéniable que la mise en place de tels réseaux est un processus de longue haleine, qui ne peut s'envisager que dans un environnement où l'horizon des réformes est relativement stabilisé.

---

<sup>16</sup> Ce résultat est une application pratique de la proposition de D. North selon laquelle les "institutions efficaces augmentent les bénéfices des solutions coopératives ou le coût des défections" (North [1991], p. 98).

<sup>17</sup> Les réseaux qui se sont mis en place dans l'industrie de l'armement à la suite de la contraction des commandes d'État sont parfois inclusifs (à Saint Petersburg, par exemple). Mais la majorité des réseaux constitués spontanément ont un caractère exclusif et opaque, y compris au regard de la législation... Pour des exemples de réseaux exclusifs, voir Mau et Stupin [1997].

<sup>18</sup> Les applications pratiques de ce type de réseaux sont multiples. On pense par exemple au domaine de la recherche et du développement, de l'import-export, de la formation-reconversion des personnels, du marketing et de la politique de communication, etc. Il s'agit là d'activités de partage d'informations.

Deuxièmement, le développement d'un nouveau secteur privé, fondé sur des entreprises viables à long terme - et non pas développées sur des exploitations de rente à court terme liées à une législation incohérente, comme beaucoup d'entre elles actuellement -, est un impératif pour la reconstitution d'un tissu productif et commercial adapté aux conditions nouvelles. Ce point, souligné par P. Murrel dès le début des réformes, reste encore aujourd'hui particulièrement négligé des autorités russes, régionales ou nationales. Une étude empirique récente menée dans trois provinces de la Fédération de Russie<sup>19</sup> met en évidence plusieurs difficultés liées à la création d'entreprise : le manque de préoccupation des autorités locales pour le développement de nouvelles entreprises sur leur territoire, les fortes disparités régionales de traitement des créations, la persistance de lenteurs administratives<sup>20</sup> et, parfois, le favoritisme de micro-réseau dans l'attribution des aides par l'administration. De plus, ces carences institutionnelles ne sont pas compensées par l'action des chambres de commerce et d'industries locales, qui n'offrent le plus souvent aucune perspective de support à la création de nouvelles entreprises (Golikova & Avilova [1997]). On trouve ici une illustration supplémentaire de la lenteur de la constitution spontanée de réseaux horizontaux inclusifs<sup>21</sup> et de la nécessité d'une action publique incitative pour impulser la constitution de ces coopérations.

Troisièmement, la politique monétaire doit cesser de mésestimer la nature fondamentale de l'inflation en Russie, qui n'est pas uniquement monétaire (Sapir [1993], Aglietta et Moutot [1993], Sapir [1994]). La politique monétaire menée jusqu'ici est généralement considérée comme excessivement restrictive par les travaux non-standards (Portes [1994], Delorme [1995]). Selon des estimations émanant de chercheurs russes, M2 représentait en 1997 12% du PIB en Russie, contre une moyenne de 75% dans les principales économies occidentales (Chmelev [1997]). L'une des conséquences de cette situation est le développement rapide d'échanges non monétaires - 80% des échanges seraient effectués au moyen du troc ou de monnaies de substitution -, qui conduisent la Russie vers une situation d'économie naturelle. Cette observation permet une autre lecture de la

nette diminution du taux d'inflation en Russie<sup>22</sup> : les indicateurs monétaires classiques deviennent inopérants au stade actuel de naturalisation de l'économie (Sapir [1997], p. 5). De surcroît, aucune réflexion globale n'est menée sur ce que devrait être une structure idoine du système bancaire et financier en Russie. Or la structure bancaire préexistante - régime de monobanque, administrant la circulation d'une monnaie passive - n'a été modifiée que par la multiplication des micro-banques privées, dont 50 à 70% ne paraissent pas viables à moyen terme (Ioumachev [1997]). L'ensemble des observateurs s'accordent sur la fragilité du système bancaire russe, aggravée par sa dépendance forte envers les titres d'État (Paquier et Rousselet [1996], Rodionov [1997]). La fonction d'intermédiation du système bancaire n'est pas correctement assurée, ce qui accroît artificiellement les taux d'intérêt et déprime l'activité (Aukutsionek [1997], pp. 320-326, Portes [1997], p. 1187). Cette carence ne peut être compensée par les marchés financiers, encore embryonnaires et manquant d'instruments de financement (Portes [1994], p. 1187, Vorobyov [1995], pp. 9-10, Leijonhufvud et Rhül [1997], p. 344). Les établissements financiers occidentaux présents en Russie ne jouent pas non plus un rôle de diffusion des pratiques bancaires : leur principale activité consiste à appuyer le développement des entreprises occidentales en Russie, elles ne comptent quasiment pas de clients parmi les entreprises russes (Rodionov [1997]). Dans un tel contexte, les seuls mécanismes marchands ne peuvent orienter de façon satisfaisante les flux financiers vers les besoins, ni la banque centrale contrôler le comportement bancaire par le seul coût de refinancement. Là encore, on retrouve la nécessité d'une prise en charge publique plus active des aspects institutionnels de la transition, par une politique de restructuration du financement de l'économie russe, contrôlant la composition du paysage bancaire - actuellement surcentralisé à Moscou et autour de la Sberbank<sup>23</sup> (Govtvan [1997]) -, restructurant la dette de l'État et son financement, et incitant les acteurs à acheminer efficacement les capitaux vers les branches à restructurer (Commissariat Général au Plan [1993], pp. 80-81, Portes [1994], p. 1187).

<sup>19</sup> Toula, Ivanovo, République des Komis.

<sup>20</sup> Les créateurs d'entreprise peuvent attendre plus d'un an avant de connaître le sort de leur demande d'aide à la création.

<sup>21</sup> Ces chambres professionnelles semblent donc bien fonctionner sous la forme de réseaux exclusifs et non pas inclusifs.

<sup>22</sup> En 1997, le taux d'inflation estimé pour l'année s'établissait à 15%, sous l'hypothèse d'une continuité des conditions macroéconomiques jusqu'en fin d'année (Ivanter [1997]).

<sup>23</sup> En 1997, sur les 1850 banques officiellement en fonction, plus de 800 sont situées à Moscou. Les banques moscovites ont des filiales régionales, mais les banques régionales en ont très peu en dehors de leur région. Plus de 40% des comptes bancaires, des ressources du système bancaire et des crédits alloués sont drainés par la Sberbank.

Quatrièmement, les budgets fédéraux et régionaux doivent être rapidement stabilisés. Les objectifs initiaux de réduction des déficits budgétaires n'ont pas été atteints. Mais les dépenses budgétaires ont été l'objet de nombreuses réductions, dont les moyens ont été multiples : dévolution de compétences aux administrations régionales, accumulation de délais dans le paiement des salaires dans un contexte d'inflation mensuelle à deux chiffres, suppression de lignes budgétaires, ou séquestration budgétaire<sup>24</sup>. Sur la période 1992-1995, les dépenses publiques ont chuté en termes réels de plus de 50% (Sapir [1997], p. 32). Or l'évolution des dépenses publiques a des effets multiples sur l'économie. Par leur inertie, les dépenses publiques stabilisent les anticipations des agents et contribuent à lisser les variations conjoncturelles d'activité. Elles constituent une part importante de la demande globale et peuvent impulser de ce fait des retournements de conjoncture dans certains secteurs ciblés (par exemple, le secteur du bâtiment et des travaux publics). En outre, elles concernent prioritairement des biens publics à fortes externalités positives à moyen terme (éducation, recherche, santé, justice etc.). Elles assurent donc la mise en place des conditions de la croissance future. Dans le contexte russe de pénurie monétaire et de taux d'intérêts réels élevés, les dépenses publiques jouent également un rôle non négligeable dans l'approvisionnement en liquidités d'agents qui ne peuvent avoir accès aux canaux bancaires ou financiers (Sapir [1997], p. 31). Enfin, compte tenu de la fragilité financière de la majorité des agents économiques durant la transition, les impayés d'État ont des répercussions en cascade sur toute la filière concernée : selon des estimations russes, la part du secteur public dans le total des impayés n'est en 1997 que de 10 à 15%, mais chaque rouble non réglé par l'État entraîne 6 à 7 roubles d'impayés dans la chaîne des relations commerciales (Chmelev [1997]). L'État serait ainsi, par le jeu d'un "effet multiplicateur d'impayés", à l'origine de 70 à 75% du total des impayés en Russie. Or la crise des non-paiements a constitué l'un des principaux facteurs de la contraction du PIB dans la première partie de la transition (Vorobyov [1995], p. 2). A ces questions économiques s'ajoutent les problèmes sociaux et politiques liés à la viabilité à moyen terme de telles pratiques budgétaires. Les dépenses publiques ont des répercussions sur le niveau de vie moyen du pays, compte tenu du nombre de citoyens russes dépendant directement des pensions publiques. La séquestration budgétaire a des conséquences sociales immédiates et considérables sur les fonctionnaires, les retraités, les pensionnaires, etc. (Ivanter 1997)]. Ceci ne peut qu'accentuer, de la part des agents, une totale

---

<sup>24</sup>Sous ce terme sont regroupés les impayés d'Etat sur des prestations et fournitures déjà réalisées par les fournisseurs.

défiance vis-à-vis des institutions publiques, qui a été nourrie par plusieurs décennies d'omniprésence de l'État dans la société. Cette conviction a été renforcée pendant les réformes par les avis des conseillers occidentaux qui ont résumé le rôle de l'État dans la transition à son repli tous azimuts. Ainsi s'est imposée l'hypothèse que "la destruction des anciennes institutions de contrôle de la planification centrale est suffisante pour aboutir à une économie de marché viable" [Murrell [1992], p. 49). A aucun moment la puissance publique, disqualifiée par nature, n'a été envisagée comme pouvant faciliter les réformes, en les accompagnant. L'État, organe nécessaire de contrôle et de développement des marchés, n'a donc pas guidé la transition (Leijonhufvud et Rühl [1997], p. 348). Ses seules actions en direction d'une plus grande structuration de l'environnement économique des entreprises ont été de faciliter la constitution des Groupes Industriels et Financiers, dont les exemples inspirateurs semblent avoir été les Chaebols Sud-Coréens et les Keiretsu Japonais, mais qui n'ont pour l'instant qu'une logique de développement interne et un assez faible pouvoir structurant, voire fédérateur (Hanson[1997], p. 40). Sans se substituer à la "main invisible", l'Etat n'a pas su prendre la forme d'une "main secourable", mais plutôt celle d'une "main prédatrice" (Frye et Schleifer [1997]). Pourtant le rôle de "market friendship" de l'État, créant par des interventions appropriées, les externalités positives permettant le développement des marchés n'est pas à négliger (Bhaduri [1995], p. 57). Son concours à moyen terme est même indispensable dans la perspective d'un accroissement de la pression concurrentielle internationale. Certains travaux centrés sur la Russie constatent l'absence de politique industrielle de l'État, visant à contrôler le développement des industries motrices dans le sens d'une meilleure diffusion des externalités à l'ensemble du tissu industriel (Vorobyov [1995], p. 26), tout en limitant le risque de faillites en chaîne (Aglietta et Moutot [1993]). J. Stiglitz résume le problème en remarquant que "la transformation en économie de marché n'implique pas le rejet définitif de l'Etat mais une redéfinition de son rôle" (Stiglitz [1994], p. 4).

Cinquièmement, la puissance publique, sous la forme d'Etat fédéral comme sous celle d'administration régionale, en se proposant d'améliorer l'efficacité allocative macro-économique, doit tenter de respecter dans le même temps la contrainte de crédibilité qui conditionne le succès de ses mesures. Cet impératif illustre la conception développée par R. Delorme, qui distingue trois logiques d'action de l'Etat : une logique de coordination, qui vise à réduire le niveau d'incertitude ambiante pour élargir l'horizon de décision des agents; une logique de coercition, qui permet la mise en œuvre par la législation des modalités de coordination; une logique de légitimation, qui est liée aux succès ou échec vis-

à-vis de la demande sociale et qui permet la viabilité des deux autres logiques d'action (Delorme [1995], p. 18). C'est ce dernier volet qui constitue la contrainte de crédibilité imposée aux réformes et qui semble avoir été sous-estimé par les réformateurs jusqu'ici. Une réflexion semblable sur les modalités de la réforme est proposée par J. Hausner, qui oppose aux stratégies impératives qui ont généralement prévalu dans la mise en place des réformes à l'Est - et particulièrement en Russie - une stratégie négociée, qui suppose une approche progressive et interactive des réformes, permettant au pouvoir de légitimer par la négociation tout autant que par les résultats promis le contenu de son projet (Hausner [1995], p. 3).

### **III. Synthèses**

Pour systématiser les relations entre les présupposés et les propositions des travaux standards et évolutionnistes sur la transition, nous proposons, au risque de les caricaturer, de les synthétiser sous la forme du tableau page suivante. La comparaison systématique entre les deux courants que permet cette mise en forme ne doit pas être comprise comme une tentative d'opposer terme à terme les positions évolutionnistes et standard et de nier l'existence de points communs ou la possibilité de complémentarités entre les deux courants. S'il existe des divergences objectives d'approche, on ne peut contester par exemple que tous les auteurs partagent la conviction que la poursuite des réformes est nécessaire, dans le sens d'une plus grande horizontalité des coordinations économiques, même si le rôle dévolu à la puissance publique n'est pas le même dans les deux cas. Si, par ailleurs, nous avons choisi de limiter notre étude à l'utilisation des trois notions clefs que sont l'incertitude, le temps et les institutions en économie, nous ne doutons pas du caractère partiel d'une telle focalisation. En particulier, il semble indispensable d'ajouter aux trois concepts étudiés ici les formes de rationalité admises par les courants théoriques et que l'on retrouve à l'œuvre dans les propositions de réforme<sup>25</sup>. Les méthodes et les présupposés philosophiques des

---

<sup>25</sup> La forme de rationalité est cependant profondément dépendante des hypothèses retenues sur chacun des trois pôles de l'analyse : l'incertitude peut être interprétée, en première approximation, comme le versant objectif de la rationalité limitée. L'apprentissage, qui introduit la durée dans le processus décisionnel, n'a de sens qu'en situation de rationalité limitée. Enfin, les institutions sont des dispositifs visant à améliorer l'efficacité des décisions prises sous l'empire de la rationalité limitée. La complémentarité est donc étroite entre chacun des trois concepts et le

deux courants peuvent eux aussi être confrontés par une méthode semblable, comme l'a fait R. Delorme [1995] par exemple. Mais une étude rigoureuse de ces fondements épistémologiques déborde de l'objectif de notre travail.

---

type de rationalité retenu par le courant évolutionniste. Pour une discussion des apports évolutionnistes à l'étude de la rationalité économique, voir Baslé [1997].



**Tableau 1 : Comparaison des approches standards et évolutionnistes : incertitude, temps et institutions**

	<b>Approches standards</b>		<b>Approches évolutionnistes</b>	
	<i>Traitement théorique</i>	<i>Applications à la transition</i>	<i>Traitement théorique</i>	<i>Applications à la transition</i>
<b>Incertitude</b>	Provient de l'imperfection des marchés. Peut être éliminée par une amélioration de leur fonctionnement, qui permet aux prix de concentrer toute l'information et de transformer l'incertitude en risque. Le calcul individuel fait le reste	La transition doit permettre une réduction de l'incertitude en établissant rapidement les mécanismes marchands adéquats	Incluse dans les marchés. Ne peut être réduite par les capacités d'analyse des agents, mais par l'apprentissage et les règles-routines-institutions construites socialement	Le processus de transition est générateur d'incertitude. Un accompagnement institutionnel est indispensable pour stabiliser les comportements par des règles reconnues par tous
<b>Temps</b>	Le temps est extérieur aux agents. Il est réduit à néant dans le cas de la décision en environnement marchand adéquat, lequel intègre tous les futurs possibles par les prix.	La thérapie de choc -ou big-bang- est justifiée par la nécessité de ne pas laisser le temps aux groupes d'intérêts les mieux informés de capter à leur profit les ressources nécessaires à la captation de rentes, quitte à négliger les irréversibilités héritées de la planification	Le temps est extérieur et intérieur aux agents : il intervient dans l'inertie des institutions, mais aussi dans la durée de l'apprentissage par les agents. Les états sont en perpétuel changement, l'ensemble des données économiques sont des processus inscrits dans le temps.	Les réformes doivent tenir compte du temps passé (héritage), du temps futur (élargir d'horizon de décision des agents en stabilisant leur environnement à moyen terme), du temps présent (donner le temps aux agents d'assimiler les nouvelles règles de comportement et les modifier progressivement).
<b>Institutions</b>	Il n'existe d'institutions que cristallisées sous forme de système législatif. Le marché n'est pas une institution à construire, il émerge spontanément de la destruction des règles l'empêchant de s'exprimer	Les seules institutions que les réformateurs doivent construire sont le cadre légal permettant le développement endogène des marchés.	Institutions cristallisées et non cristallisées ont la même importance pour les comportements économiques. Conventions, règles implicites, habitudes de pensées sont des institutions	Tout marché est une institution construite. Il existe plusieurs modalités possibles de fonctionnement d'une économie marchande. L'accompagnement des mécanismes marchands par des incitations publiques ne pouvant se faire que dans un cadre stabilisé, il faut que l'État retrouve sa légitimité

Outre son aspect simplificateur, ce tableau présente le défaut de mettre sur un plan intégralement symétrique les travaux d'inspiration standard et ceux issus du courant évolutionniste. Or ce parallélisme est contestable, et ce à plusieurs titres : d'une part, du fait que l'aspect propositionnel des travaux évolutionnistes n'a pas connu jusqu'ici de véritable application, permettant de tester leur pertinence. D'autre part, du fait que les auteurs d'influence évolutionniste, à la différence des auteurs adoptant une approche standard, ne relèvent pas d'un paradigme commun, que l'on qualifierait de "paradigme évolutionniste" comme le font un peu rapidement P. Murrell [1992], J. Wilkinson [1997] ou J.L. Le Moigne [1997]. Certes, la convergence des travaux de Veblen, Commons, Schumpeter, Hayek, Nelson et Winter et l'économie des conventions est incontestable, ce qui atteste d'une filiation, comme en témoignent les références des successeurs aux prédécesseurs (Nelson et Winter [1982], pp. 37-38, Le Moigne [1997], pp. 59-61, Boltanski et Thévenot [1989] cités in Vercueil [1997], p. 87, Heertje [1997]). Mais nous préférons, suivant en cela D. M. Nuti [1997], parler de "corpus émergent" à propos de l'évolutionnisme. Pour fonder un paradigme, il manque aux auteurs de ce courant, outre un travail d'affinage des concepts et des outils d'analyse économique<sup>26</sup>, un accord suffisant sur l'heuristique (Delorme [1997], p. 97), sur des présupposés méthodologiques communs (Hodgson [1993]) et une cohérence plus grande dans les prescriptions de politique économique. La transition nous fournit, là encore, un exemple significatif : il n'est pas possible d'assimiler les positions néo-autrichiennes, qui pourtant se réclament de Hayek, sur les privatisations (Zygmunt [1994]) avec celles présentées précédemment. Cette dernière difficulté signale qu'en matière de pensée économique, une communauté de préoccupations ne débouche pas nécessairement sur des résultats semblables. Un enseignement typiquement... évolutionniste.

---

<sup>26</sup> La définition même du concept d'institution est sujette à variations, depuis Veblen [1899] et Commons [1935] jusqu'à Tool [1991] et Kiwitt [1996], en passant par les "routines" de Nelson et Winter [1982]

**Références bibliographiques**

Aglietta M., Moutot P. [1993] : "Redéployer les réformes", in *Economie Internationale*, N°54, 2è trim. 1993, pp. 67-103.

Arrghetti A., R. Bachmann, Deakin S. [1997] : "Contract Law, Social Norms and inter-firm Cooperation", in *Cambridge Journal of Economics*, vol. 21, N°2, mars 1997, pp. 171-195.

Aslund A. [1995a] : "How Russia Became a Market Economy". Washington, D.C : The Brookings Institution, 378 p.

Aslund A. [1995b] (ed.) : "Russian Economic Reform at Risk". London : Pinter, 212 p.

Aslund A., Boone P., Johnson S. [1996] : "How to Stabilize : Lessons from Post-Communist Countries", in *Brooking Papers on Economic Activity*, Vol. 1, 1996, pp. 217-292.

Atkeson A., Kehoe P. [1993] : "Industry Evolution and Transition : the Role of Information Capital". Staff Report 162, Minneapolis, Federal Reserve Bank of Minneapolis Research Department, août 1993.

Aukutsionek S. [1997] : "Some Characteristics of the Transition Economy", in *Communist Economies and Economic Transformations*, Vol. 9, N°3, septembre 1997, pp. 289-336.

Aymard M., Postel-Vinay G. [1991] : "Développement, croissance et cycle, ou l'histoire en porte-à-faux", in Boyer R., Chavance B., Godard O. (dir.) : "Les figures de l'irréversibilité en économie". EHESS, 1991, pp. 373-390.

Barberis N., Boycko M., Shleifer A., Tsukanova N. [1996] : "How does Privatization Work? Evidence from the Russian Shops", in *Journal of Political Economy*, Vol. 104, N°4, pp. 764-790.

Baslé M., Delorme R., Le Moigne J. L., Paulré B. (dir.) [1997] : "L'évolutionnisme contemporain en économie", *Economie Appliquée*, N°spécial, Tome L, N°3.

Baslé M. [1997] : "Le changement institutionnel et organisationnel : y-a-t-il quelques voies ouvertes par l'approche évolutionnaire du droit et de la réglementation?", in *Economie Appliquée*, N°spécial, Tome L, 1997, N°3, pp. 151-174.

Bhaduri A. [1995] : "Three Aspects of the Transformation from the Command to the Market System", mimeo, contribution à *Formes d'organisation et transformations dans les économies d'Europe centrale et orientale*, table ronde internationale, Paris : EHESS, 26-27 janvier 1995.

Blanchard O. [1996a] : "Theoretical Aspect of Transition", in *The American Economic Review*, Vol. 86, N°2, pp. 117-123.

Boettke P. J. (ed.) [1994] : "Austrian Economics". Adelshot : Edward Elgar, 628 p.

Boltanski L., Thévenot L. [1989] : "Justesse et justice dans le travail". Paris : CEE-PUF.

Boyer R., Chavance B., Godard O. (dir.) : "Les figures de l'irréversibilité en économie". Paris : EHESS, 393 p.

Burniaux J. M. [1995] : "Instaurer la Discipline Financière : l'Expérience des Pays d'Europe Centrale et Orientale dans le Domaine de la Règlementation des Faillites", in *Revue Economique de l'OCDE*, N°25, Vol. 2, 1995, pp. 120-163.

Chavance B., Magnin E. [1995] : "The Emergence of Various Path-Dependant Mixed Economies in Post-Socialist Central Europe", CEMI, EHESS, document de travail, 26 p.

Chmelev N. [1997] : "Reforms in Russia". Conférence, Paris : EHESS, 13 mai 1997.

Commons J. R. [1935] : "Institutionnal Economics". Réédition, Madison : University of Wisconsin Press, 1961.

Corei T. [1995] : "L'économie institutionnaliste : les fondateurs". Paris : Economica.

Delorme R. [1995] : "An Evolutionary Theoretical Framework for the State-Economy Interactions in Transforming Economies", mimeo, in *Formes d'organisation et transformations dans les économies d'Europe Centrale et Orientale*, table ronde internationale, Paris : EHESS, 26-27 janvier 1995.

Delorme R. [1997] : "Evolution et complexité : l'apport de la complexité de second ordre à l'économie évolutionnaire", in *Economie Appliquée*, N°spécial, Tome L, 1997, N°3, pp. 53-69.

Dewatripont M., Roland G. [1996] : "Transition as a Process of Large-scale Institutional Change", in *Economics of Transition*, Vol.4, N°1, pp. 1-30.

Dorn J. A. [1994] : "The Collapse of Communism and Post-Communist Reform", in Boettke P. J. (ed.), *Austrian Economics*. Adelshot : Edward Elgar, pp. 440-447.

Dosi G., Metcalfe S. [1991] : "Approches de l'irréversibilité en économie", in Boyer R., Chavance B., Godard O. (eds.) *Les figures de l'irréversibilité en économie*, pp. 37-68.

Ellman M., Gaïdar E., Kolodko G. [1993] : "Economic Transition in Eastern Europe". Oxford : Basic Blackwell, 1993, 99 p.

Ellman M. [1993] : "General Aspects of Transition", in Ellman M., Gaïdar T., Kolodko G. W. : *Economic Transition in Eastern Europe*. Oxford : Basic Blackwell, pp. 1-42.

Fedorov B. [1995] : "Macroeconomic Policy and Stabilization in Russia", in Aslund A. (ed.) : "Russian Economic Reform at Risk", pp. 9-19.

Fehl U. [1994] : "Spontaneous Order", in Boettke P. J. (ed.), *Austrian Economics*. Adelshot : Edward Elgar, pp. 197-205.

Frye T., Schleifer A. [1997] : "The Invisible Hand and the Grabbing Hand", in *the American Economic Review*, vol. 87, N°2, mai 1997, pp. 354-358.

Gaïdar E. [1993] : "Inflationary Pressures and Economic Reform in the Soviet Union", in Ellman M. *et alii*, *Economic Transition in Eastern Europe*, pp 63-90.

Gehrke C., Knell M. [1993] : "Transition from Centrally Planned to Market Economies", in Knell M., Rider C. (eds) [1993] : "Socialist Economies in Transition. Appraisals of Market Mechanisms", pp. 43-64.

Golikova V., Avilova A. [1997] : "State Support for the Development of Small Business in Russian Regions", in *Communist Economies and Economic Transformation*, Vol. 9, N°4, décembre 1997, pp. 423-430.

Good D. F. [1994] : "Economic Transformation in East and Central Europe. Legacies from the past and Policies for the Future". London : Routledge, 1994, 301 p.

Govtvan M. [1997] : "Le fonctionnement du système financier en Russie", contribution au *Séminaire Franco-Russe*, XIII<sup>è</sup> session. Paris : EHESS, 7-9 juillet 1997.

Hahn F. [1952] : "Expectations and Equilibrium", in *Economic Journal*, N°62, 1952.

Hanson P. [1997] : "What Sort of Capitalism is Developing in Russia?", in *Communist Economies and Economic Transformation*, Vol. 9, N°1, mars 1997, pp. 27-42.

Hausner J. [1994] : "Negotiated Strategy in the Transformation of Post-Socialist Economy", mimeo, Cracow Academy of Economics, 1994, 43 p.

Hayek F. A. [1948:1980] : "Individualism and Economic Order". Réédition, Midway, 1980.

Hayek F. A. [1967] : "Studies in Philosophy, Politics and Economics". London : Routledge and Kegan Paul.

Heertje A. [1997] : "From Schumpeter to Stiglitz", in *Journal of Evolutionary Economics*, vol. 7, N°3, pp. 255-267.

Hintenberger F. [1994] : "Self-organizing Systems", in Boettke P. J. (ed.), "*Austrian Economics*". Adelshot : Edward Elgar, pp. 187-191.

Hodgson G. M., Screpanti E. (eds) [1991] : "Rethinking Economics. Markets, Technology and Economic Evolution". Adelshot : Edward Elgar, 206 p.

Hodgson G. M. [1993] : "Economics and Evolution : Bringing Life Back into Economics". Cambridge : Polity Press.

Ioumachev M. [1997] : "La dimension régionale des problèmes bancaires, contribution au *Séminaire Franco-Russe*, XIII<sup>e</sup> session. Paris : EHESS, 7-9 juillet 1997.

Ivanter N. [1997] : "La situation macroéconomique de la Russie à la mi-1997", contribution au *Séminaire Franco-Russe*, XIII<sup>e</sup> session. Paris : EHESS, 7-9 juillet 1997.

Knight F. [1921] : "Risk, Uncertainty and Profit". Boston : Houghton Mifflin.

Kiwitt D. [1996] : "Path Dependence in Technological and Institutional Change. Some Criticisms and Suggestions", in *Journal des Economistes et des Etudes Humaines / Bilingual Journal of Interdisciplinary Studies*, vol. VII, N°1, mars 1996, pp. 69-93.

Kouvalin M. [1997] : "Finances des entreprises et flux monétaires interrégionaux", contribution au *Séminaire Franco-Russe*, XIII<sup>e</sup> session. Paris : EHESS, 7-9 juillet 1997.

Langlois R. [1994] : "Risk and Uncertainty", in Boettke P. J. (ed.), "*Austrian Economics*". Adelshot : Edward Elgar, p. 118-122.

Leijonhufvud A. et Rühl C. [1997] : "Russian Dilemmas", in *The American Economic Review*, Vol. 87, N°2, mai 1997, pp. 344-348.

Le Moigne J. L. [1997] : "L'économie entre énergétique et pragmatique : évolution, rationalité et téléologie", in *Economie Appliquée*, Tome L, N°3, pp. 53-69.

Mau V., Stupin V. [1997] : "The Political Economy of Russian Regionalism", in *Communist Economies and Economic Transformation*, vol. 19, N°1, mars 1997, pp. 5-26.

Murrel P. [1991] : "Can Neoclassical Economics Underpin the Reform of Centrally Planned Economies?", in *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 5, N°4, automne 1991, pp. 59-76.

Murrel P. [1992] : "Evolution in Economics and in the Economic Reform of the Centrally Planned Economies", in Clague C., Rausser G. (eds.) : "*The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*", pp. 35-55.

Murrel P., Wang Y. [1993] : "When Privatization Should be Delayed : the Effect of Communist Legacies on Organizational and Institutional Reform", in *Journal of Comparative Economics*, Vol. 17, N°2, pp. 385-406.

Nelson R., Winter S. [1982] : "An Evolutionary Theory of Economic Change". Cambridge : the Belknap Press of Harvard University Press, 437 p.

North D. [1991] : "Institutions", in *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 5, N°1, winter 1991, pp. 97-112.

Nuti D. M. [1997] : "Transitions ou mutations. Pour une nouvelle économie politique de la transformation post-communiste", in *Revue Economique*, Vol. 48, N°3, mai 1997, pp. 719-730.

Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) [1992] : "Réussir les réformes des économies d'Europe Centrale et Orientale". Paris : OCDE, 1992, 132 p.

Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) [1995] : "La Fédération de Russie 1995". Etudes Economiques de l'OCDE. OCDE/CCET, 1995, 205 p.

Panfilov [1997] : "La rentabilité des banques russes", contribution au *Séminaire Franco-Russe*, XIII<sup>e</sup> session. Paris : EHESS, 7-9 juillet 1997.

Paquier O., Rousselet B. [1996] : "Le Marché des Titres d'Etat Russes et la Stabilisation de l'Inflation", in *Economie Internationale*, N°66, pp. 109-128.

- Polanyi M. [1951:1989] : "La logique de la liberté". Paris : P.U.F., 1989, 253 p. Trad. fr. de "The Logic of Liberty". Chicago : The University of Chicago Press, 1951.
- Portes R. [1994] : "Transformational Traps", in *The Economic Journal*, N°104, septembre 1994, pp. 1178-1189.
- Rizzo M. [1994] : "Time in Economics", in Boettke P. J. (ed.), "*Austrian Economics*". Adelshot : Edward Elgar, p. 111-117.
- Rodionov M. [1997] : "La situation du secteur bancaire en Russie", contribution au *Séminaire Franco-Russe*, XIII<sup>e</sup> session. Paris : EHESS, 7-9 juillet 1997.
- Rutherford M. [1994] : "Institutions in Economics. The old and the new Institutionnalism". Cambridge : Cambridge University Press.
- Sachs [1995] : "Why Russia Failed to Stabilize", in Aslund A. (ed.) : "Russian Economic Reform at Risk", pp. 53-65.
- Sachs J. [1996] : "The Transition at Mid-Decade", in *The American Economic Review*, Vol. 86, N°2, pp. 128-133.
- Sapir J. [1992] : "Feu le système soviétique?". Paris : La Découverte, 190 p.
- Sapir J. [1993] : "Formes et nature de l'inflation", in *Economie Internationale*, N°54, 2<sup>e</sup> trimestre 1993, pp. 25-65.
- Sapir J. [1994] : "What's Going on in Russia?", in *Economics of Transition*, Vol. 2, N°2, pp. 255-259.
- Sapir J. [1995] : "Regards Croisés sur la Transition", in *Economie Internationale*, N°62, pp. 281-290.
- Sapir J. [1997] : "Assessing Russia's Economic Situation at the Beginning of 1997", CEMI, document de travail, Paris : EHESS, 57 p.
- Schackle R. [1961] : "Decision, Order and Time in Human Affairs". Cambridge : Cambridge University Press.
- Schlack R. F. [1996] : "Economies in Transition : Hypotheses Towards a Reasonable Economics", in *Journal of Economic Issues*, vol. XXX, N°2, juin 1996, pp. 617-627.
- Schumpeter J. A. [1939:1964] : "Business Cycles". Réédition, New-York : Mc Graw-Hill, 1964.
- Schumpeter J. A. [1942:1990] : "Capitalisme, socialisme et démocratie". Trad. Fr., Paris : Payot, 1990.
- Selowsky M., Martin R. [1997] : "Policy Performance and Output Growth in the Transition Economies", in *The American Economic Review*, vol. 87, N°2, mai 1997, pp. 349-353.
- Simon H. [1991] : "Organisations and Markets", in *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, N°2, spring 1991, pp. 25-44.
- Strydom P. D. F. [1994] : "The Economics of Information", in Boettke P. J. (ed.), "*Austrian Economics*". Adelshot : Edward Elgar, p. 162-166.
- Svejnar J. [1991] : "Microeconomic Issues in the Transition To a Market Economy", in *Journal of Economic Perspectives*, vol. 5, N°4, fall 1991, pp. 123-138.
- Tool M. R. [1991] : "Contribution to an Institutionnal Theory to Price Determination", in Hodgson G. M., Screpanti E. (eds), *Rethinking Economics*, 1991, pp. 19-39.
- Vasiliev S. [1995] : "The Political Economy of Russia's Reform", in Aslund A. (ed) : *Russian Economic Reform at Risk*. London : Pinter, pp. 179-186.
- Veblen T. [1899:1970] : "La théorie de la classe de loisirs". Trad. Fr., Paris : Gallimard, 1970.
- Vercueil J. [1997] : "Institutionnalisme et économie des conventions : recherches sur le positionnement méthodologique des théories", in *Economies et Sociétés*, série Oeconomia, P.E. N°26, 10/1997, p. 85-114.

Vorobyov A. [1995] : "Russian Economic Growth : Lessons from Liberalization Experience, Medium-Term Constraints and Role of the State", miméo, présenté in *Formes d'organisation et transformations dans les économies d'Europe centrale et orientale*, Table ronde internationale, EHESS, 26-27 janvier 1995, 40 p.

Wilkinson J. [1997] : "A New Paradigm for Economic Analysis?", in *Economy and Society*, vol. 26, N°3, août 1997, pp. 305-339.

Zygmunt Z. [1994] : "Privatizations", in Boettke P. J. (ed.), "*Austrian Economics*". Adelshot : Edward Elgar, p. 448-454.